



Communiqué de presse du 25 août 2015

La population suisse ne veut plus de publicité pour le tabac

La majorité de la population se déclare désormais en faveur d'une interdiction globale de la publicité pour le tabac. Elle souhaite donc une réglementation plus stricte que celle prévue dans le projet de nouvelle loi sur les produits du tabac. Une interdiction globale est importante parce que les interdictions partielles permettent à l'industrie du tabac de transférer ses ressources dans des domaines où la publicité, le parrainage et la promotion sont encore autorisés.

L'Office fédéral de la santé publique a publié aujourd'hui une **étude** représentative, conduite dans le cadre du Monitoring suisse des addictions, qui a interrogé en 2014 environ 5000 personnes sur leurs opinions relatives aux mesures politiques en matière de prévention du tabagisme. A la lecture des résultats, les membres de l'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac se félicitent que la population comprenne et soutienne les mesures nécessaires pour la prévention des addictions, et ce de manière croissante par rapport à la dernière étude menée en 2012.

Ces résultats donnent aussi un signal clair aux élus politiques: 53% des personnes interrogées iraient plus loin dans la restriction de la publicité pour le tabac que ne le fait le Conseil fédéral. Dans le projet de nouvelle loi sur les produits du tabac, seule une interdiction de la publicité par voie d'affiches, dans les médias imprimés et au cinéma est prévue. Les activités de parrainage et de promotion, y compris ceux dans les points de vente, seraient encore largement réalisables. Les opposants à ces restrictions publicitaires partielles jugeaient déjà le projet de loi « paternaliste » ou carrément « liberticide ». La population ne semble pas voir les choses ainsi, au contraire. Quant à la baisse redoutée du chiffre d'affaire de l'industrie de la publicité, elle semble pouvoir être contenue puisque le tabac ne représente que 0,3% des recettes publicitaires totales.

L'attitude de la population rejoint les revendications faites par les membres de l'Alliance depuis de nombreuses années. De plus, la Suisse a signé en 2014 la convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac (mais elle est l'un des derniers pays européens à ne pas l'avoir encore ratifiée) qui stipule qu'il ne doit y avoir ni publicité ni parrainage et pas d'autres mesures de promotion pour le tabac. Des études ont aussi montré qu'une interdiction globale de la publicité peut réduire le tabagisme.

Il est nécessaire que la publicité pour le tabac disparaisse complètement de notre environnement, parce que, en cas d'interdictions partielles, les producteurs de cigarettes transfèrent leurs activités de promotion vers d'autres canaux et en particulier ceux qui atteignent des personnes très jeunes, comme l'a récemment montré une étude du [CIPRET](#) (Centre d'information pour la prévention du tabagisme).



Pourquoi d'ailleurs devrait-on avoir la possibilité de promouvoir un produit qui rend fortement dépendant et qui cause 9000 décès par an en Suisse ? Les élus politiques sont maintenant appelés à prendre au sérieux la volonté de la population.

Les principaux résultats de l'étude

Une interdiction globale de la publicité pour le tabac est soutenue par 53% de la population interrogée et rejetée par 45%.

Entre 2012 et 2014, le soutien à une interdiction totale a augmenté de manière significative (en 2012, près de 48% des répondants étaient encore en faveur de la publicité).

Les chiffres clés de la consommation de tabac en Suisse

D'après les résultats du Monitoring suisse des addictions, la proportion de personnes qui fument dans la population de 15 ans et plus s'élève aujourd'hui à 25%.

La moitié des adultes qui fument régulièrement, meurt prématurément de maladies liées au tabac. Cela représente plus de 9000 personnes par an en Suisse.

57% des personnes qui fument ont commencé à fumer quotidiennement alors qu'ils étaient encore mineurs.

En 2000, les coûts directs et indirects dus au tabagisme ont été évalués à 5,5 milliards de francs.

Fumer aggrave l'état de santé général. Les personnes qui fument sont plus fréquemment absentes de leur travail et pour de plus longues périodes. Elles ont aussi plus souvent recours à des soins médicaux.

Pour vos questions, merci de vous adresser à:

Addiction Suisse

Corine Kibora, porte-parole, +41 21 321 29 75,

ckibora@addictionsuisse.ch

Association suisse pour la prévention du tabagisme AT:

Thomas Beutler, collaborateur scientifique, +41 31 599 10 20, info@at-schweiz.ch

Ligue pulmonaire suisse :

Grégoire Vittoz, +41 21 623 38 85, gregoire.vittoz@lpvd.ch